



Pratiques municipales du FN et de la Ligue du Sud dans le Vaucluse

Le vrai visage de l'extrême droite : imposture sociale et menace politique

La CGT, la FSU et Solidaires, l'UNEF, la FIDL et l'UNL, ont créé, au niveau national, l'Observatoire intersyndical des pratiques municipales de l'extrême droite.

Les organisations syndicales du département, CGT, FSU et Solidaires se sont engagées dans cette démarche, à partir de situations concrètes, de travail et de terrain.

L'extrême-droite dans le Vaucluse, c'est le Front National mais aussi la Ligue du Sud, scission locale du FN (en 2010) et microparti familial des Bompard. 5 mairies sont aux mains de l'extrême droite : Orange, Bollène, Piolenc pour la Ligue du Sud, Le Pontet et Camaret pour le FN.

Le FN et Marine Le Pen se donnent des apparences sociales. Le FN prétend même, maintenant, défendre le service public et les fonctionnaires. La plupart des médias reprennent sa « com », présentant le FN comme diabolisé.

La Ligue du Sud, menée par Jacques Bompard, prétend incarner « le bon sens mis au service du bien commun ». Son traitement médiatique s'est aussi largement banalisé au niveau local.

L'extrême droite veut faire croire qu'elle est du côté des petits, des « oubliés », du peuple, contre le « système ». Ses élus locaux essayent, en même temps, d'être relativement prudents et d'afficher une certaine respectabilité. Ils veulent devenir, comme d'autres, des notables locaux.

Les politiques et les pratiques des Mairies aux mains de l'extrême-droite contredisent souvent les apparences et rappellent des réalités sur l'extrême-droite :

➤ **L'extrême droite est antisociale.**

➤ **L'extrême droite est une menace pour la vie associative et les services publics, notamment l'Ecole publique**

➤ **L'extrême droite n'est pas « antisystème », elle reprend ce qu'il y a de pire de l'idéologie néolibérale :** des logiques d'austérité ; des pratiques et des discours anti-fonctionnaires ; des politiques qui s'en prennent aux plus faibles, victimes du chômage, de la précarité, de la crise économique.

➤ **Le fond idéologique et politique de l'extrême droite reste la désignation de boucs émissaires et la xénophobie :** ses cibles sont les « immigrés » et les musulmans et, plus généralement, ceux qui sont les plus affaiblis par le chômage, la précarité, la crise économique.

Vie associative, missions sociales : l'extrême droite est antisociale

Les élus d'extrême-droite menacent d'abord la vie associative, en particulier dans le domaine social, et s'en prennent souvent aux plus fragilisés par le chômage, la précarité, la crise économique.

- À Orange, le Maire M. Bompard :
 - supprime en 2013 la subvention, déjà faible (1000 euros), de la mairie, aux Restos du cœur ;
 - refuse de voter, en conseil communautaire (CCPRO), en mai 2014, pour des programmes publics d'amélioration de l'habitat, ciblant des propriétaires et des locataires parmi les plus modestes.
- Au Pontet, le nouveau Maire FN, M. Hébrard, parmi ses premières décisions (en 2015) :
 - supprime la gratuité de la cantine pour les familles les plus démunies ;
 - supprime les subventions à l'association locale s'occupant du téléthon.
- À Bollène, dès son 1^{er} mandat, la Maire, Mme Bompard, supprime la subvention au principal centre social, « l'espace de l'amitié », poussé à la fermeture. Dans le même quartier, populaire et excentré, elle voulait récemment vendre, pour des projets immobiliers, le stade

municipal, dernier équipement public, utilisé par l'école publique voisine et les habitants. Des mobilisations ont dénoncé ce projet, finalement repoussé mais pas enterré par la Mairie.



Services publics et fonction publique : l'extrême droite est une menace

Il y a seulement quelques années, dans son programme de 2007 par exemple, le FN dénonçait un Etat « surchargé de fonctionnaires », bien dans la lignée historique d'une extrême droite anti-fonction publique. **Alors que les discours électoralistes de Marine Le Pen prétendent maintenant défendre le service public et les fonctionnaires, l'extrême droite prouve qu'elle peut très bien s'inscrire dans les dogmes du néolibéralisme** : mesures d'austérité, d'abord aux dépens des écoles primaires, idéologie du « management » au détriment des agents municipaux, mépris à l'égard du statut et des conditions de travail des fonctionnaires...

■ L'école publique, un fardeau pour l'extrême droite

- À Orange ou à Bollène, les écoles sont souvent confrontées au **manque de moyens humains et matériels** (l'équipement informatique est particulièrement indigent), à des **problèmes d'entretien et même d'hygiène élémentaire** (toutes ces compétences relevant des

municipalités).

- À Bollène, en 2015, il a fallu une mobilisation de parents pour que la Mairie remédie à des remontées d'odeurs d'égouts dans une école maternelle ;
- à Orange, en 2015, il a fallu recourir au

CHSCT, pour remédier à des infiltrations de matières fécales, dans les toilettes d'une école.

- À Camaret, la Mairie FN a d'emblée commencé à réduire, de fait et insidieusement, les crédits pédagogiques aux écoles, en ne prenant plus en charge les coûts de leurs photocopieurs...

■ Mépris pour les conditions de travail et le statut des fonctionnaires

- Au Pontet, M. Hébrard, s'illustre par sa **vision managériale et méprisante des fonctionnaires municipaux**.

En juin 2015, il supprime brutalement leur système de primes. Puis il annonce en conseil municipal « une politique indemnitaire différente » en fonction de l'« atteinte d'objectifs » ajoutant : « les agents qui montreront de la bonne volonté au lieu de m'envoyer des arrêts maladie auront un autre traitement » (*La Provence*, 4 déc. 2015).

- A Bollène, le nombre d'Atsem (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles), déjà insuffisant, a été réduit à la rentrée 2015 (de 75 % à 60 % d'Atsem par classe).

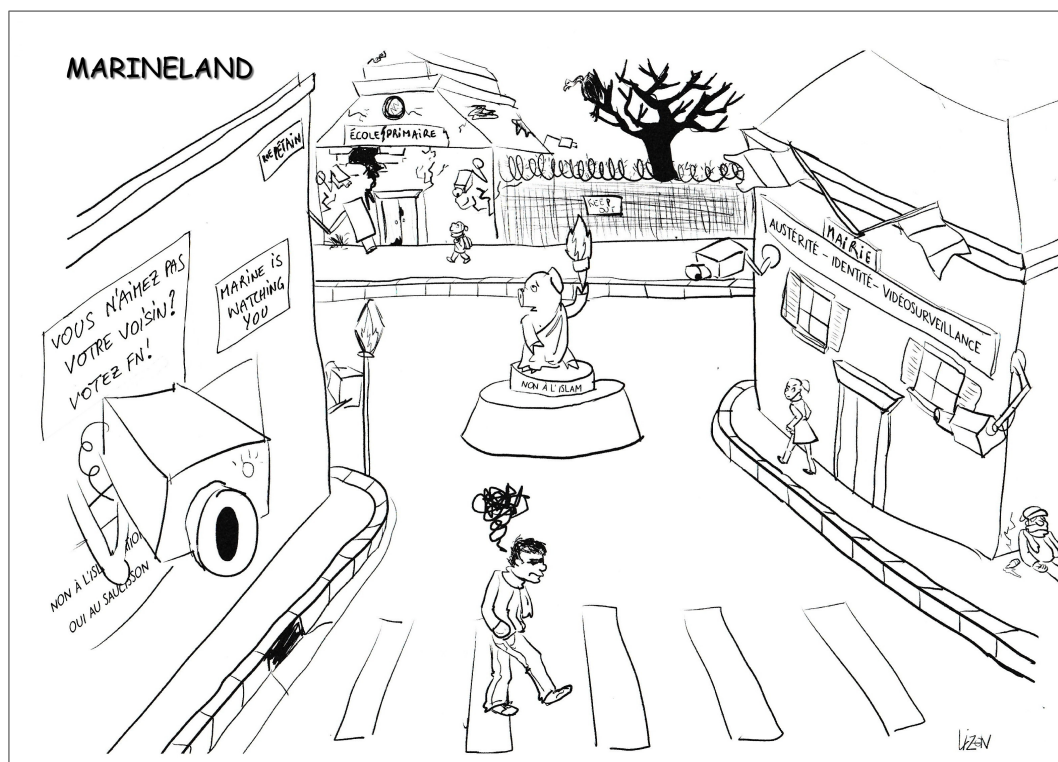
Au détriment des conditions

d'enseignement et des élèves. Mais aussi au détriment des conditions de travail des Atsem, alors que la Mairie avait déjà alourdi leur charge de travail et leurs missions (animation de nouvelles activités périscolaires).

Ceci, dans le cadre du pire des managements pour

les Atsem : des semaines surchargées, des heures supplémentaires non payées, des RTT et congés imposés, des suppressions ou des diminutions de primes arbitraires...

- L'extrême droite, à Bollène ou à Camaret, c'est aussi des maires qui essaient d'instrumentaliser (même s'ils ont été tenus en échec) les enseignants des écoles, au mépris de leur neutralité de fonctionnaires, pour leur faire distribuer des documents, servant à la promotion de la Mairie (ex : à Bollène, tracts pour la « fête de la famille » organisée par la Mairie ou lettre justifiant des réductions de moyens aux écoles ; à Camaret, tickets de manège pour la fête votive offerts par la Mairie...)



Dédiabolisation ? Discrimination, xénophobie et nostalgie vichyste restent le fond politique de l'extrême droite

La dédiabolisation, la banalisation de l'extrême droite ne sont que des stratégies électorales. Le FN ou la Ligue du Sud continuent d'entretenir un discours et des sentiments xénophobes et anti-musulmans, trahissant la réalité de fond de l'extrême droite, menaçant la cohésion sociale, plus que jamais nécessaire pourtant.

➤ Dans les cantines d'Orange, les enfants musulmans ne mangeant pas de porc, sont obligés, quand il y en a au menu, de le prendre dans leur assiette. Une mesure vexatoire au quotidien. Résultat : beaucoup d'enfants ne mangent, dans ces là, rien du tout.

➤ Depuis 2015, dans son bulletin municipal, le Maire FN de Camaret, M. De Beauregard, entretient une campagne calomnieuse contre les Elco (enseignements de langues et de cultures d'origine), de Turc et de Marocain, se déroulant dans 2 écoles de la commune.

Il multiplie les affirmations xénophobes, parlant d'un risque de « catéchisme islamique » puis d'« endoctrinement islamiste » (bulletin *Le Ravelin*, n°10), sans jamais apporter la moindre preuve, alors que les Elco sont contrôlés par l'administration de l'Éducation nationale et que leurs enseignants se sont présentés en conseil d'école.

M. De Beauregard stigmatise les enfants suivant les Elco et leurs familles, évoquant « la stupidité de vouloir enseigner l'arabe et le turc à des enfants qui ânonnent le Français et dont les familles peinent à s'intégrer ». Comment peut-il juger ainsi ces familles ?

Il justifie ses agissements en disant qu'**un maire « doit savoir ce qui est enseigné dans les écoles de sa ville »**, alors que cela ne relève pas de ses compétences. On comprend bien quelle est sa vision du service public, qui menace à terme tous les enseignants.



➤ M. Hébrard (maire du Pontet), après les dérapages de Jean-Marie Le Pen sur Pétain, déclarait : « J'en ai rien à faire (il emploie un langage beaucoup moins poli - *NDLR*) de ces histoires. [...] Pétain ? C'est un héros de la Première Guerre mondiale. Quand on lui a demandé, je ne sais pas quelle année, de gouverner la France, il avait 84 ans... Ce n'était pas un mec à trahir son pays. » (*Vaucluse Matin*, 9 avril 2015)

Une négation de la réalité de la collaboration active de Pétain avec l'Allemagne nazie : abolition de la République, trahison de la France, antisémitisme, arrestation et déportation des Juifs et des Résistants.

Des propos révélateurs de la vraie nature des élus d'extrême droite et du FN, qui reste un parti anti-républicain.